



Election présidentielle en Côte d'Ivoire La paix durable passe par le dialogue et la responsabilité de tous

Jeunes d'Abidjan - Photo de Yanick Folly - Unsplash

Au Conseil de sécurité, Leonardo Santos Simão appelle à une réponse collective face aux crises en Afrique de l'Ouest et au Sahel - P.14

Conférence régionale sur l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel : UNOWAS appelle à une mobilisation collective en Afrique de l'Ouest et au Sahel - P.16

Entretien : Helene N'Garnim-Ganga, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire - « Aux côtés des Ivoiriens pour construire un avenir durable et résilient » - P.10

Dans ce numéro

EDITO



**Agir avec engagement,
prévenir avec conviction,
construire avec les
peuples - P.4**

UNOWAS EN ACTION



**Élection présidentielle
en Côte d'Ivoire : La paix
durable passe par le dialogue
et la responsabilité de tous**
- P.8



**Entretien - Helene N'Garnim-
Ganga, Coordonnatrice
Résidente du Système des
Nations Unies en Côte d'Ivoire**
- « Aux côtés des Ivoiriens
pour construire un avenir
durable et résilient » - P.10



**Au Conseil de sécurité,
Leonardo Santos Simão
appelle à une réponse
collective face aux crises
en Afrique de l'Ouest et au
Sahel - P.14**



**Forum Régional des Jeunes
à Dakar : Pour un emploi
décent et une éducation
équitable en contexte de crise**
- P.18

L'ONU EN ACTION



**Conférence régionale sur
l'intégrité de l'information
en Afrique de l'Ouest et au
Sahel : UNOWAS appelle à
une mobilisation collective en
Afrique de l'Ouest et au Sahel**
- P.16

SOUSCRIPTION

Pour recevoir la version online et pour toute information concernant le contenu d'UNOWAS Magazine, veuillez écrire un message à l'adresse email ci-dessous:

unowascpio@un.org

UNOWAS Magazine est conçu et produit par le Bureau de la Communication Stratégique et de l'Information Publique

SUIVEZ NOUS



unowas.unmissions.org



twitter.com/UN_UNOWAS



facebook.com/UNOWAS



flickr.com/UNOWAS



Leonardo Santos SIMAO

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef de l'UNOWAS/CNMC

Agir avec engagement, prévenir avec conviction, construire avec les peuples

Au cœur d'une Afrique de l'Ouest et d'un Sahel en constante mutation, confrontés à des défis multidimensionnels - de la recrudescence des attaques terroristes à la désinformation, en passant par les crises politiques et les urgences humanitaires - le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) reste fermement engagé à répondre aux aspirations profondes des peuples de la région : vivre en paix, participer pleinement à la vie démocratique et s'épanouir dans des sociétés inclusives, résilientes et prospères.

Le dernier rapport du Secrétaire General des Nations présenté au Conseil de sécurité, le 7 août 2025, dresse un état des lieux lucide, parfois inquiétant, de la situation dans la sous-région. Détérioration sécuritaire au Mali, au Bénin ou au Togo, transitions politiques complexes, montée des tensions sociales... Autant de défis qui appellent une réponse collective, intégrée et solidaire. Le rapport met en avant le rôle crucial des organisations régionales comme la CEDEAO et l'Union africaine, tout en exhortant la communauté internationale à maintenir son soutien. Dans ce contexte de fragilité, le renforcement des mécanismes de coopération régionale apparaît comme une priorité stratégique pour préserver la paix.

En Côte d'Ivoire, l'engagement de l'UNOWAS en faveur d'élections

présidentielles pacifiques illustre pleinement son rôle de facilitateur, en amont des processus électoraux. À un mois du scrutin prévu le 25 octobre 2025, une série de consultations ont été conduites avec l'ensemble des parties prenantes : candidats retenus et non retenus, autorités institutionnelles, société civile. Ces échanges ont permis de porter un message clair : les élections doivent être une opportunité pour consolider la paix, non un facteur de division. L'adhésion réelle de tous les acteurs nationaux au dialogue, à la responsabilité collective et au respect des règles démocratiques constitue le socle indispensable d'une paix durable.










Autre moment fort : la Conférence régionale sur l'intégrité de l'information, tenue à Praia, au Cap-Vert, du 3 au 5 septembre 2025. Cette rencontre a permis l'adoption du Cadre politique de Praia, un instrument essentiel pour contrer la désinformation, renforcer la transparence de l'espace informationnel et protéger les processus démocratiques. Ce succès collectif appelle désormais une mise en œuvre concrète, fondée sur une mobilisation coordonnée des institutions publiques, des médias, des régulateurs et de la société civile. Car lutter contre la manipulation de l'information, c'est aussi défendre la démocratie, la paix et les droits humains.

Enfin, au Forum régional des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, organisé à Dakar du 26 au 28 août, l'UNOWAS, en partenariat avec l'OIT et l'OIM, a renouvelé son engagement en faveur de la jeunesse. Le Pacte de Dakar, adopté à l'issue des travaux, appelle à la création d'emplois décents et à l'accès équitable à l'éducation, même en période de crise. En affirmant que l'avenir de la région se construira avec et par les jeunes, l'UNOWAS et ses partenaires ont rappelé que le développement durable passe nécessairement par l'inclusion politique, économique et sociale des nouvelles générations.

Ces initiatives récentes traduisent une volonté claire : faire de la prévention des conflits une action concrète, quotidienne, et non un simple principe. Des élections apaisées, une gouvernance renforcée, une jeunesse engagée, une information protégée — autant de leviers pour bâtir une région stable, résiliente et tournée vers l'avenir.

Alors que les défis s'intensifient, l'engagement de l'UNOWAS repose sur une conviction profonde : la paix se construit au quotidien, par le dialogue, la solidarité et le courage collectif. Fidèle à son mandat, UNOWAS, en coordination avec ses partenaires, continuera d'accompagner les États et les peuples de la région vers un avenir où la paix ne sera plus une exception, mais une norme durable et partagée.

U N O W A S

-  UNOWAS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
-  UNOWAS est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.
-  UNOWAS met en oeuvre le mandat donné par le Conseil de sécurité pour prévenir les crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique.
-  Le mandat d'UNOWAS couvre 15 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
-  UNOWAS travaille en étroite collaboration avec les différentes entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux, notamment la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour consolider la paix et prévenir les conflits.
-  UNOWAS soutient les 15 pays dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
-  UNOWAS soutient les institutions sous-régionales et les États dans leurs efforts à faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région. UNOWAS contribue également à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région.
-  UNOWAS contribue à la mise en oeuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour soutenir les pays du Sahel à faire face aux multiples défis sécuritaires, de développement, la gestion des effets du changement climatique et la promotion du développement durable.
-  Le Représentant spécial du Secrétaire général est également le Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en oeuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
-  La CMCN appuie le travail de démarcation de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Elle soutient la réponse aux besoins des populations affectées par les travaux de démarcation. Depuis sa création, la CMCN a démarqué 2050 km sur un tracé de frontière estimé à 2100 km et a construit 2213 bornes frontières sur un total estimé à 2969.

Le RSSG Simao a participé à la 4e Retraite annuelle des Envoyés spéciaux et Hauts Représentants des Communautés économiques régionales



Le 14 septembre, à Dakar, le Représentant spécial du Secrétaire général Simão a participé à la quatrième retraite annuelle des Envoyés spéciaux et Hauts Représentants des Communautés économiques régionales (CER) sur le thème : « L'évolution de la dynamique mondiale et l'avenir de la médiation régionale en faveur de la paix et de la gouvernance constitutionnelle et démocratique en Afrique ». Lors de son intervention il a souligné : « qu'aucun pays, pris à part, ne peut affronter avec succès les divers défis. Les pays ont besoin de soutien comme celui des Communautés économiques régionales (CER) qui sont les mieux placés pour comprendre les défis auxquels leurs États membres sont confrontés, leur apporter un appui immédiat et mobiliser un soutien plus large au niveau mondial, notamment à travers l'UA et les NU, pour une paix, une stabilité et un développement durable. »

À Abuja, le RSSG Simão a participé à la « Conférence sur la lutte contre les groupes terroristes émergents et le renforcement de la sécurité durable dans la région de la CEDEAO et au Sahel »



Le 3 septembre, le RSSG Simão a participé à la « Conférence sur la lutte contre les groupes terroristes émergents et le renforcement de la sécurité durable dans la région de la CEDEAO et du Sahel », tenue à Abuja et organisée par le Centre National de Lutte contre le Terrorisme du Nigéria. Dans son allocution, M. Simão a déclaré : « Je tiens à souligner qu'aucun pays ne peut lutter seul contre le terrorisme. [...] Nous devons aller au-delà des discours et forger une réponse commune, fondée sur les principes de solidarité et tirant parti des expériences et des bonnes pratiques de chaque pays dans des contextes sécuritaires difficiles. »

En marge du Forum africain sur les systèmes alimentaires 2025, l'UNOWAS a coorganisé le panel de haut niveau intitulé « Alliance entre les gouvernements du Sahel et les Nations Unies pour la transformation des systèmes alimentaires ».



Lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires 2025, la DSRSG Freeman a participé le 2 septembre au panel de haut niveau intitulé « Alliance entre les gouvernements du Sahel et les Nations Unies pour la transformation des systèmes alimentaires ». Dans son intervention, elle a déclaré : « Les systèmes alimentaires peuvent en effet devenir des moteurs de paix, de résilience et de croissance. » La DSRSG Freeman a souligné que les Nations Unies se tiennent aux côtés des gouvernements et des populations du Sahel pour faire en sorte que les systèmes alimentaires deviennent le fondement de la stabilité et des opportunités. Elle a également souligné que cet événement reflète véritablement l'approche « One UN » (Une seule ONU) en faveur des priorités nationales pour une paix durable et un développement durable.

Au lancement du Plan d'action national du Libéria pour les Jeunes, la paix et la sécurité, la Représentante spéciale adjointe Freeman, a réaffirmé la détermination de l'ONU à soutenir l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité



Dans le cadre de l'engagement continu de l'UNOWAS, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Barrie Freeman, a conclu le 30 août, visite de deux jours au Libéria afin de soutenir le lancement du Plan d'action national pour les Jeunes, la paix et la sécurité (PAN/JPS). Ancré dans la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies et suivantes (2419 et 2535), le PAN/JPS du Libéria est un cadre stratégique visant à guider et à unifier les efforts collectifs du gouvernement, des groupes de jeunes, des institutions de la société civile et de divers partenaires afin de promouvoir l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le développement durable.

L'Arbre à Palabre de l'UNOWAS s'est penché sur le rétrécissement de l'espace civique en Afrique occidentale et centrale



Le 24 juillet, l'UNOWAS, en collaboration avec l'UNOCA et les bureaux du HCDH en Afrique occidentale et centrale, a organisé une session « L'Arbre à Palabres » sur le thème : « Le rétrécissement de l'espace civique en Afrique de l'Ouest, au Sahel et en Afrique centrale : causes, manifestations et approches de solutions ». Environ 150 participants, dont des représentants d'INDH, d'organisations de la société civile et du monde universitaire, ont assisté à la session en ligne et en personne pour discuter du rétrécissement de l'espace civique et réfléchir aux causes et aux manifestations de ce phénomène. Ils ont notamment recommandé de renforcer les cadres juridiques des pays afin de les aligner davantage sur les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, et d'intensifier le dialogue et la collaboration entre les institutions étatiques et les acteurs de la société civile afin de rétablir la confiance.

UNOWAS

UNITED NATIONS OFFICE
FOR WEST AFRICA
AND THE SAHEL



BUREAU DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST
ET LE SAHEL



CNMC

CAMEROON-NIGERIA
MIXED COMMISSION



COMMISSION MIXTE
CAMEROUN-NIGERIA

Ensemble pour la paix

Election présidentielle en Côte d'Ivoire

“La paix durable passe par le dialogue et la responsabilité de tous”

À un mois de l'élection présidentielle ivoirienne prévue le 25 octobre 2025, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Leonardo Santos Simão, a conclu une mission de haut niveau en Côte d'Ivoire. Objectif : encourager le dialogue, renforcer la confiance mutuelle entre les acteurs politiques, et soutenir les institutions nationales en vue d'un scrutin pacifique.



Le RSSG Simao lors de son audience avec le Président Alassane Ouattara

Du 17 au 25 septembre, M. Simão a mené une série de consultations approfondies avec les principales parties prenantes ivoiriennes, dans un contexte marqué par une forte attente nationale et internationale en faveur de la stabilité politique et de la paix sociale.



Les émotions doivent être positives et conduire vers la stabilité

Au cours de sa mission, le Représentant spécial a rencontré les cinq candidats qualifiés pour l'élection présidentielle

: le président sortant Alassane Ouattara, ainsi que Jean-Louis Billon, Simone Ehivet Gbagbo, Henriette Lagou et Ahoua Don Mello. Il s'est également entretenu avec des personnalités politiques majeures dont les candidatures ont été écartées par le Conseil constitutionnel, notamment Laurent Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan.

À chacune de ces rencontres, M. Simão a tenu à transmettre un message central : « Les élections ne doivent pas diviser, mais unir autour des valeurs républicaines. Elles doivent être une opportunité pour renforcer la paix, la stabilité et la cohésion sociale. »

Cette approche impartiale, qui consiste à écouter l'ensemble des voix du spectre politique ivoirien, a été largement saluée par les parties prenantes. Plusieurs acteurs rencontrés ont ex-

primé leur reconnaissance pour l'engagement constant des Nations Unies aux côtés de la Côte d'Ivoire et ont réaffirmé leur volonté de préserver les acquis démocratiques, économiques et sociaux du pays.

« La paix ne survient pas spontanément. Elle se construit, pas à pas, par la responsabilité collective des institutions, des leaders politiques et des citoyens », a rappelé M. Simão lors de ses échanges avec la presse nationale

UNOWAS, un partenaire engagé pour la paix et la démocratie

Au-delà du dialogue politique, M. Simão a également rencontré plusieurs autorités institutionnelles clés : le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que des représentants de la Commission

électorale indépendante (CEI), du Conseil constitutionnel, de l'Assemblée nationale et du Conseil national des droits de l'homme (CNDH).

Ces échanges ont porté sur la nécessité de garantir un cadre électoral apaisé et respectueux des droits fondamentaux, y compris la liberté d'expression, la liberté de réunion et l'accès équitable à l'information.

« Les émotions doivent être positives et conduire vers la stabilité », a déclaré M. Simão, insistant sur le rôle de la communication responsable et du respect mutuel dans le processus électoral.

La mission de M. Simão s'inscrit dans les efforts continus de l'UNOWAS pour accompagner les États de la région dans la prévention des conflits électoraux et le renforcement de la gouvernance démocratique. En coordination avec ses partenaires régionaux, tels que la CEDEAO, l'Union africaine,

et d'autres acteurs internationaux, UNOWAS joue un rôle de facilitateur déterminant dans les dynamiques de paix.

« UNOWAS réaffirme son plein engagement à soutenir la Côte d'Ivoire dans sa marche vers un avenir de paix et de prospérité », a conclu M. Simão.

Une étape clé vers un scrutin apaisé

À quelques semaines du vote, les messages portés par le Représentant spécial visent à encourager un climat de confiance entre tous les acteurs, à prévenir les tensions pré-électorales et à renforcer l'adhésion collective aux règles du jeu démocratique. Cet engagement souligne l'importance que les Nations Unies accorde à la stabilité de la Côte d'Ivoire, pays stratégique pour la paix et le développement en Afrique de l'Ouest.

Dans un contexte où les divisions politiques passées restent sensibles, l'ap-

pel de M. Simão résonne comme un rappel fort : La paix durable passe par le dialogue et la responsabilité de tous.



Les élections ne doivent pas diviser, mais unir autour des valeurs républicaines. Elles doivent être une opportunité pour renforcer la paix, la stabilité et la cohésion sociale.



Le RSSG Simao lors de sa rencontre avec Laurent Gbagbo.

Helene N’Garnim-Ganga, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies en Côte d’Ivoire

« Aux côtés des Ivoiriens pour construire un avenir durable et résilient »

Depuis novembre 2024, la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies en Côte d’Ivoire, Mme Helene N’Garnim-Ganga, accompagne un pays en pleine transformation. Forte d’une connaissance approfondie du contexte ivoirien, acquise au fil de plusieurs décennies d’engagement, elle revient aujourd’hui sur les progrès remarquables du pays, ses défis persistants, et les priorités de l’ONU pour un développement plus inclusif et durable. Dans cet entretien, elle partage sa vision d’un partenariat solide, tourné vers l’avenir et ancré dans les Objectifs de Développement Durable à l’horizon 2030.



Helene N’Garnim-Ganga
Coordonnatrice Résidente du Système
des Nations Unies en Côte d’Ivoire

Vous êtes RC Côte d’Ivoire depuis novembre 2024. Que pouvez-vous nous dire de la Côte d’Ivoire ?

Je ne découvre pas la Côte d’Ivoire. J’y ai déjà travaillé dans les années 90, puis entre 2016 et 2018. Revenir aujourd’hui en tant que Coordonnatrice résidente des Nations Unies, c’est à la fois renouer avec une vieille connaissance et découvrir un pays en pleine transformation.

La Côte d’Ivoire a beaucoup changé : elle se distingue par une stabilité macroéconomique solide, d’importants investissements dans les infrastructures et un rôle affirmé de leader sous-régional. Avec une croissance moyenne annuelle de 6 à 7 % sur la dernière décennie, elle est aujourd’hui la deuxième économie de l’UEMOA et l’une des plus dynamiques d’Afrique subsaharienne. Le pays figure également parmi les trois pays au monde ayant enregistré les progrès les plus significa-

tifs sur l’index mondial des Objectifs de Développement Durable entre 2015 et 2024. Mais il reste encore de nombreux défis à relever notamment au niveau du capital humain, du changement climatique, du numérique, de l’éducation, de la santé, de l’égalité de genre etc. et notre rôle, en tant que Système des Nations Unies, est de soutenir les efforts de la Côte d’Ivoire afin que la croissance et le développement profitent à toutes et à tous, sans laisser personne de côté.

La Côte d'Ivoire est un pays majeur dans la sous-région. Selon vous, quels sont les défis spécifiques auxquels fait face ce pays ?

Les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire sont similaires à ceux rencontrés par de nombreux pays qui connaissent une croissance rapide : transformer cette dynamique économique en un développement inclusif et durable, tout en veillant à ce que les fruits de la prospérité profitent à toutes et à tous. Aujourd'hui classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la Côte d'Ivoire a accompli des progrès remarquables. Mais des défis demeurent : inclusion sociale, autonomisation des jeunes et des femmes, réduction des inégalités et renforcement du capital humain.

À cela s'ajoutent des enjeux de stabilité régionale et des enjeux transversaux tels que la résilience face aux changements climatiques, la diversification économique et le développe-

ment local. Le véritable défi pour la Côte d'Ivoire est donc de transformer sa croissance économique en progrès social équitable, afin que chaque citoyen et chaque citoyenne ressente concrètement les bénéfices du développement.

Le Système des Nations Unies est présent depuis longtemps. Quel est sa contribution, son rôle ?

Les Nations Unies entretiennent avec la Côte d'Ivoire une coopération historique, depuis son adhésion à l'Organisation en 1960. Nous sommes un partenaire de confiance, qui mobilise différentes expertises, des ressources et une capacité de coordination et de mobilisation de tous les partenaires pour soutenir le développement du pays.

La présence des Nations Unies, notamment à travers l'ancienne Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI- 2004-2017), a été détermi-

nante pour sortir le pays de la crise post-électorale de 2010-2011.

Aujourd'hui, le Système des Nations Unies soutient la transformation du pays à travers son Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025, qui est aligné sur le Plan national de développement du pays. Notre soutien se concentre sur la transformation structurelle de l'économie avec la diversification des secteurs productifs et le soutien aux producteurs agricoles. L'appui à l'inclusion sociale et au renforcement du capital humain a également permis d'améliorer l'accès à la santé et à l'éducation, à la protection sociale et à la création d'opportunités pour les jeunes et les femmes. Nous n'oublions par notre accompagnement sur la résilience climatique avec la promotion de solutions innovantes pour l'adaptation et la durabilité environnementale.

Notre rôle est résolument tourné vers le développement et l'atteinte des



Helene N'Garnim-Ganga échange avec des demandeuses d'asile burkinabè hébergées sur le site de transit de N'orignié (nord de la Côte d'Ivoire)



Helene N'Garnim-Ganga visite l'espace temporaire d'apprentissage mis en place par les Nations Unies au profit des enfants des demandeurs d'asile sur le site de transit de Niornigué (nord de la Côte d'Ivoire).

ODD à l'horizon 2030, en partenariat avec l'État, la société civile, les collectivités locales, le secteur privé et tous les partenaires au développement, pour optimiser l'impact et garantir la durabilité des interventions.

Quelles sont vos priorités pour le reste de cette année ?

2025 est une année charnière, qui marque la fin de notre cycle de coopération actuel 2021-2025 et le lancement du futur CCDD 2026-2030. Ce nouveau Cadre coïncidera avec l'échéance 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) et le nouveau Plan national de développement 2026-2030.

Notre priorité est de finaliser et signer ce Cadre avec les autorités d'ici la fin de l'année. Le processus a été inclusif, mené en consultation avec le Gouvernement, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile, pour garantir son alignement sur les priorités nationales et sa pertinence locale.

Nous intégrerons également les orientations du Pacte pour l'avenir adopté en septembre 2024, les six transitions clés pour l'accélération des ODD et l'initiative UN 2.0. Concrètement, cela signifie concentrer nos efforts sur l'éducation, la santé, la protection sociale et la résilience climatique, tout en mobilisant davantage de ressources et en renforçant l'efficacité des interventions pour produire un impact tangible sur la vie des populations.

L'objectif est d'entrer en 2026 avec un Cadre de coopération prêt à être mis en œuvre, axé sur des interventions à fort effet levier, mieux coordonnées et ancrées localement, pour aider à transformer durablement la vie des populations.

Avez-vous un message à l'attention des Ivoiriens ?

La Côte d'Ivoire a accompli d'importants progrès, mais le développement ne se construit pas seul. Il nécessite l'engagement de tous : gouvernement, société civile, secteur privé et citoyen-e-s.

Mon message est simple : votre pays est magnifique, son potentiel est énorme et votre jeunesse est dynamique et motivée. Vous avez un bien précieux : la paix. Préserver là. Lors de mon premier séjour en Côte d'Ivoire, la télévision nationale affichait tous les jours à la fin des programmes, le message suivant : « la paix ce n'est pas un mot, c'est un comportement ». Comme l'a rappelé le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, lors de sa visite en septembre 2025 : « Les élections représentent toujours un défi, peu importe le pays, et la Côte d'Ivoire ne fait pas exception. Notre souhait est que les élections présidentielles et législatives à venir se déroulent dans le calme, afin de préserver les avancées économiques remarquables réalisées ces dernières années. »

Je voudrais finir en assurant les Ivoiriennes et les Ivoiriens que le Système des Nations Unies restera à leurs côtés pour soutenir leurs efforts et renforcer la résilience, la paix et le développement durable du pays.

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

1 PAS DE PAUVRETÉ 

2 FAIM «ZÉRO» 

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE 

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 

10 INÉGALITÉS RÉDUITES 

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 

14 VIE AQUATIQUE 

15 VIE TERRESTRE 

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 



Au Conseil de sécurité, Leonardo Santos Simão appelle à une réponse collective face aux crises en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu, le jeudi 07 août, une séance cruciale consacrée à la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. À cette occasion, Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a présenté le dernier rapport quadrimestriel du Secrétaire général, couvrant la période du 1er avril au 31 juillet 2025. Un constat clair : la région fait face à une série de défis multidimensionnels qui nécessitent une réponse urgente, coordonnée et solidaire de la communauté internationale.



Le Représentant spécial Simão lors de son briefing au Conseil de sécurité

Une détérioration sécuritaire alarmante

Dans une allocution marquée par un ton grave, M. Simão a mis en garde contre une intensification des at-

taques terroristes dans plusieurs pays de la région, notamment au Mali, au Bénin, au Togo et au Nigéria. Il a décrit des opérations de plus en plus sophistiquées, caractérisées par l'usage de drones, des communications cryptées

et des liens croissants entre groupes armés et réseaux criminels transnationaux. « La menace ne se limite plus à l'intérieur des frontières sahéliennes. Elle s'étend déjà vers les États côtiers, et le risque d'un embrasement

régional est réel », a-t-il averti. Le recrutement massif de jeunes par des groupes extrémistes alimente cette spirale de violence et mine les fondements de la cohésion sociale.

Crise humanitaire aiguë : 12,8 millions de vies en péril

Au-delà de la sécurité, la situation humanitaire s'aggrave. Selon les chiffres de l'OCHA, 12,8 millions de personnes sont actuellement menacées par une insécurité alimentaire aiguë, tandis que 2,6 millions d'enfants risquent de sombrer dans la malnutrition sévère. « Pourtant, seulement 14 % du Plan de réponse humanitaire pour le Sahel en 2025 est financé », a déploré M. Simão, appelant à une mobilisation rapide pour éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur.

Les récentes inondations dans plusieurs pays ont par ailleurs illustré la vulnérabilité croissante de la région face aux chocs climatiques, ajoutant une couche de complexité aux crises déjà en cours.

Réactions régionales : entre initiatives sécuritaires et dialogues politiques

Face à cette montée des périls, les États membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont mis sur pied une force de défense conjointe ainsi que des structures communes de coopération. Parallèlement, des consultations ont été engagées entre la CEDEAO et l'AES dans le but de renforcer les mécanismes de sécurité collective.

M. Simão a insisté sur la nécessité d'encourager le dialogue et la coopération entre les blocs régionaux, saluant notamment les efforts du président sierra-léonais Julius Maada Bio dans le renforcement de la sécurité régionale, ainsi que la création d'une cellule con-



La menace ne se limite plus à l'intérieur des frontières sahéliennes. Elle s'étend déjà vers les États côtiers, et le risque d'un embrasement régional est réel

jointe d'analyse des menaces entre la CEDEAO et l'Union africaine.

Des progrès démocratiques à saluer malgré les tensions

Malgré le climat tendu, le Représentant spécial a tenu à souligner certains progrès démocratiques notables dans la région. Il a évoqué les réformes institutionnelles au Sénégal, l'accord d'unité nationale en Sierra Leone et les initiatives du Conseil national de paix au Ghana comme des signes encourageants. Il a également apporté son soutien aux processus électoraux prévus en Guinée, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Mauritanie, tout en appelant à un dialogue politique apaisé au Togo.

Droits humains et inclusion : des défis persistants

M. Simão a exprimé son inquiétude face à la réduction de l'espace civique, aux violations des droits humains, et à la persistance de l'impunité. Il a salué la création d'une Cour criminelle de l'AES à Bamako, y voyant un pas important vers le renforcement des mécanismes judiciaires régionaux.

Sur le plan de l'inclusion, il a noté que tous les pays concernés ont désormais adopté des Plans d'action nationaux sur la résolution 1325 (Femmes, Paix et Sécurité). Toutefois, il a regretté la sous-représentation persistante des femmes dans les sphères décisionnelles et les processus de paix. Il a également plaidé pour une meilleure intégration des jeunes dans la prévention des conflits.

Une vision stratégique pour un avenir durable

Parmi les projets structurants, M. Simão a souligné l'importance de l'eau comme vecteur de paix et de développement, appelant à la finalisation du Plan d'action régional sur l'eau pour le Sahel. Il a également salué les projets phares mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), en partenariat avec les gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Enfin, le diplomate a conclu son intervention en évoquant les progrès notables de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria, exemple selon lui du rôle constructif que peuvent jouer les mécanismes internationaux dans la consolidation de la paix et la coopération transfrontalière.

Un appel à la solidarité internationale

Le message de Leonardo Santos Simão au Conseil de sécurité est clair : face à la convergence des crises sécuritaires, humanitaires, climatiques et politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel, aucune solution isolée ne peut suffire. Une réponse collective, intégrée et durable est indispensable pour éviter une déstabilisation plus large de la région et pour offrir aux populations une perspective d'espoir et de résilience.

Conférence régionale sur l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel

UNOWAS appelle à une mobilisation collective en Afrique de l'Ouest et au Sahel

À l'ère du numérique, la prolifération de fausses informations, de discours de haine et de manipulations médiatiques constitue un défi majeur pour la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ces dérives ne sont pas de simples dérèglements de l'espace médiatique : elles fragilisent les institutions, alimentent les tensions sociales et menacent la paix régionale.



Panel lors de la Conférence régionale sur l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel

C'est dans ce contexte que s'est tenue, du 3 au 5 septembre 2025, la Conférence régionale sur l'intégrité de l'information, organisée à Praia, au Cap-Vert, co-organisée en partenariat avec UNESCO et le gouvernement du Cap-Vert. Un événement d'envergure qui a réuni décideurs politiques, experts, représentants des médias, institutions internationales et acteurs de la société civile. A la clôture des travaux de cette rencontre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Leonardo Santos Simão, a lancé un appel fort à une mobilisation collective

pour lutter contre la désinformation et renforcer la fiabilité de l'espace informationnel dans la région

Dans son intervention, M. Simão a rappelé que la désinformation, la manipulation de l'information et les campagnes de haine représentent aujourd'hui de véritables menaces pour la stabilité des pays de la région. Ces phénomènes, souvent amplifiés par les réseaux sociaux et les technologies numériques, fragilisent les institutions démocratiques, alimentent les divisions et compromettent la cohésion sociale.



L'intégrité de l'information n'est pas un luxe. C'est une condition essentielle à la paix, à la démocratie et au développement durable dans notre région.



Le RSSG Simão lors de la Conférence régionale sur l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel

« L'intégrité de l'information n'est pas un luxe. C'est une condition essentielle à la paix, à la démocratie et au développement durable dans notre région », a-t-il souligné.

Face à ces défis, le Représentant spécial a insisté sur la nécessité d'un effort coordonné et durable de tous les acteurs : gouvernements, institutions de régulation, médias, société civile, secteur privé et partenaires techniques et financiers.

Le Cadre politique de Praia : une avancée majeure

L'un des moments phares de la conférence a été l'adoption du Cadre politique de Praia, un document stratégique qui pose les bases d'une approche régionale pour la promotion de l'intégrité de l'information. M. Simão a salué cette adoption comme une étape clé dans la consolidation d'un environnement informationnel éthique, fiable et transparent en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Il a également réaffirmé l'engagement indéfectible de l'UNOWAS à soutenir la mise en œuvre de ce cadre, en collaboration avec l'UNESCO, les États membres et les autres partenaires régionaux et internationaux.

« UNOWAS continuera de jouer son rôle de facilitateur et de catalyseur, aux côtés de l'UNESCO, pour accompagner les États de la région dans le renforcement de leurs capacités à lutter contre la désinformation et à promouvoir une gouvernance inclusive de l'information », a-t-il déclaré.

M. Simão a tenu à exprimer sa gratitude aux autorités cap-verdiennes, en particulier au Premier ministre Ulisses Correia e Silva, pour leur engagement dans l'organisation de cette conférence. Il a également félicité les participants pour la qualité des échanges et la pertinence des recommandations formulées au cours des trois jours de discussions.

Le Cap-Vert, connu pour sa stabilité démocratique et son attachement à la liberté de la presse, s'est ainsi positionné comme un acteur moteur dans la défense de l'intégrité de l'information dans la région.

Vers une dynamique collective et durable

La conférence de Praia marque le début d'une dynamique collective que les Nations Unies souhaitent voir s'amplifier dans les mois et années à venir. Dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires, politiques et sociaux complexes, l'intégrité de l'information devient un pilier fondamental de la résilience des sociétés ouest-africaines et sahéliennes.

En appelant à une mobilisation de toutes les parties prenantes, M. Simão a envoyé un message clair : seule une approche inclusive, coordonnée et fondée sur des valeurs partagées permettra de faire face efficacement à la menace de la désinformation.

Forum Régional des Jeunes à Dakar

Pour un emploi décent et une éducation équitable en contexte de crise

Réunis à Dakar du 26 au 28 août 2025, près de 150 jeunes leaders, experts, responsables gouvernementaux, partenaires sociaux et représentants d'organisations régionales ont pris part à la quatrième édition du Forum annuel des jeunes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, sous le thème : « Emploi et éducation en situations d'urgence pour les jeunes femmes et les jeunes hommes : construire une Afrique de l'Ouest et un Sahel pacifiques et sûrs ».



Participants lors d'un panel au Forum Régional des Jeunes de Dakar

La jeunesse, au cœur des solutions régionales

Organisé par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en partenariat avec plusieurs agences onusiennes, ce forum a constitué un espace stratégique de dialogue, de partage d'expériences et de formulation de recommandations concrètes.

Dans un contexte marqué par les crises multidimensionnelles dans la région, les jeunes ont réaffirmé leur volonté de participer pleinement à la

consolidation de la paix et au développement durable. L'un des temps forts de ce forum a été la présentation du Pacte de Dakar, une déclaration ambitieuse et programmatique portée par les jeunes eux-mêmes, qui appelle à la création accélérée d'emplois décents et durables, l'accès équitable à une éducation de qualité, même en contexte d'urgence, et à une participation significative de la jeunesse dans les processus de décision publique.

Lors de la cérémonie d'ouverture, M. Assane Diallo, Directeur général de la Jeunesse, représentant la Ministre sénégalaise de la Jeunesse, des Sports

et de la Culture, a souligné que plus de 65 % de la population en Afrique de l'Ouest et au Sahel est constituée de jeunes.

« C'est à la fois un défi immense et une opportunité stratégique. Il faut faire de cette réalité une force transformatrice pour nos sociétés », a-t-il déclaré.

De son côté, Mme Barrie Freeman, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a mis en garde contre les conséquences de l'exclusion des jeunes : « L'inclusion significative des jeunes dans les pro-



cessus de consolidation de la paix apporte des bénéfices multiples. Or, 72 % des jeunes travailleurs en Afrique subsaharienne sont encore en situation de précarité, et plus de 14 000 écoles restent fermées, privant 2,8 millions d'enfants de leur droit à l'éducation. »

Façonner l'avenir avec et par la jeunesse

Durant trois jours, les débats ont porté sur les thématiques clés telles que la formation professionnelle, la migration, la résilience en contexte de crise, et les politiques d'emploi des jeunes. Les jeunes participantes et participants, venus de 17 pays de la région, ont exprimé des attentes fortes, mais aussi des propositions concrètes.

Le Pacte de Dakar, adopté à l'issue des travaux, constitue une feuille de route claire. Il appelle notamment à une meilleure coordination entre les gouvernements, les partenaires sociaux et les institutions régionales pour garantir un avenir meilleur à la jeunesse.

Dr Coffi Agossou, Directeur régional adjoint de l'OIT pour l'Afrique, a salué le dynamisme du forum et rappelé l'engagement de l'OIT à accompagner les États et les jeunes : « L'OIT s'engage à renforcer les politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes, à soutenir l'entrepreneuriat, et à développer des systèmes de compétences réactifs. Ces efforts s'inscrivent dans la Stratégie conjointe UA-OIT pour l'emploi des jeunes (YES-Africa), qui place la jeunesse au cœur des transitions

économiques du continent. » À la suite du Forum, une délégation de jeunes a présenté officiellement les conclusions du Forum, y compris le Pacte de Dakar, à Madame Khady Diène Gaye, Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Sénégal. Cette rencontre symbolique marque une volonté de faire entendre la voix des jeunes au plus haut niveau politique.

Le Forum annuel des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Sahel s'impose comme un levier essentiel de mobilisation régionale autour des aspirations de la jeunesse. Dans une région confrontée à des défis complexes, l'investissement dans l'emploi, l'éducation et la participation active des jeunes constitue un impératif pour la paix, la stabilité et la prospérité durables.